

PROGRAMME TAIÛWAN SUR LA SÉCURITÉ ET LA DIPLOMATIE

Mai 2024

Taiwan, un partenaire important pour la France : le renforcement des relations bilatérales et ses limites

Quentin COUVREUR



FONDATION
pour la RECHERCHE
STRATÉGIQUE

Quentin Couvreur est doctorant en science politique, mention relations internationales, au Centre de recherches internationales (CERI) de Sciences Po, sous la direction du Professeur Frédéric Ramel. Ses recherches portent sur la diplomatie de la Chine aux Nations unies. Diplômé de Sciences Po, il a effectué des échanges universitaires à l'Université de Pékin et à l'Université nationale de Singapour. En 2023, il a publié un ouvrage intitulé *Les relations politiques Europe-Taiwan* aux éditions L'Harmattan.

Le Programme Taiwan sur la sécurité et la diplomatie vise à permettre une meilleure compréhension des principaux enjeux à Taiwan et dans le détroit de Taiwan, ainsi que du potentiel de coopération entre la France, mais aussi l'Union européenne, et Taiwan, à travers l'organisation de conférences et la publication d'articles, ainsi que des entretiens avec des décideurs politiques et des experts taiwanais de premier plan. Ce programme de recherche indépendant bénéficie d'un soutien du Bureau de représentation de Taipei en France.

Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité de leur auteur.

« Taiwan est un partenaire important de l'Europe et de la France, notamment dans les domaines économique, culturel, scientifique et technologique »¹. Cette déclaration du ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères, publiée le 14 janvier 2024 à l'occasion des élections taiwanaises, met en évidence la richesse et le dynamisme des relations bilatérales entre la France et Taïwan.

Le renforcement des échanges politiques et économiques franco-taiwanais s'est accéléré depuis la pandémie de Covid-19 malgré les contraintes imposées par la politique d'une seule Chine. En effet, dans un contexte marqué par à la fois la « concurrence stratégique »² croissante entre la Chine et l'Union européenne (UE), les interrogations sur la résilience des chaînes de valeur mondiales et la modification des équilibres régionaux dans l'Indopacifique, Taïwan s'impose désormais comme un partenaire clé pour la France en Asie.

Après avoir brièvement rappelé l'histoire des relations franco-taiwanaises depuis la rupture diplomatique de 1964 (1), cette note de recherche se propose d'analyser l'évolution actuelle des relations politiques et de la coopération de défense (2), puis de décrire le développement des échanges économiques bilatéraux (3).

I. De la rupture diplomatique de 1964 à la normalisation des années 1990

La France et la République de Chine (nom officiel de l'État établi sur l'île de Taïwan) n'entretiennent plus de relations officielles depuis le 10 février 1964, date à laquelle le gouvernement taiwanais, alors dirigé par Chiang Kai-shek (蔣介石), décide de rompre avec Paris. Ce choix fait suite à la décision du général de Gaulle de reconnaître la République populaire de Chine, annoncée quelques jours auparavant³. La rupture des relations diplomatiques entre la France et Taïwan entraîne l'extinction quasi totale de tous les échanges bilatéraux, pourtant déjà très modestes avant 1964. En effet, en 1963, les exportations françaises à destination de Taïwan ne représentaient que 6,6 millions de francs, contre 288 millions pour les exportations à destination de la Chine⁴.

Les échanges bilatéraux renaissent progressivement au cours des années 1970 alors que Taïwan émerge comme l'un des « quatre dragons » asiatiques (avec la Corée du Sud, Hong Kong et Singapour). Ces nouveaux pays industrialisés attirent les milieux d'affaires et les industriels européens, qui cherchent à « constituer un encadrement institutionnel minimum » dans le but de promouvoir les échanges avec l'île⁵. En 1972, Taipei est ainsi autorisé à ouvrir un bureau de représentation officieux à Paris, le premier en Europe. Celui-ci prend la forme d'une association privée loi de 1901, alors nommée Association pour la promotion des échanges culturels et touristiques (ASPECT). Surtout, en 1978, la Direction des relations économiques extérieures (DREE) du ministère de l'Économie crée sa propre antenne à Taipei afin d'assurer la représentation des intérêts économiques français⁶. Établie sous la forme d'une association loi de 1901, l'Association française pour le développement du commerce avec l'Asie est l'ancêtre de l'Institut français de Taipei (法國在台協會), renommé en 1989, qui deviendra lui-même le Bureau français de Taipei en 2011. Dès lors, les relations non officielles entre la France et Taïwan s'institutionnalisent graduellement, au point que « le

¹ « [Taiwan – Élections](#) », Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 14 janvier 2024.

² « [EU-China Strategic Outlook: Commission and HR/VP contribution to the European Council](#) », Commission européenne, 12 mars 2019.

³ « [La rupture de Formose avec la France déçoit vivement Washington](#) », *Le Monde*, 12 février 1964.

⁴ CABESTAN Jean-Pierre, « [France's Taiwan Policy: A Case of Shopkeeper Diplomacy](#) », article présenté lors de la conférence *The Role of France and Germany in Sino-European Relations*, Hong Kong Baptist University, 2001, p. 2.

⁵ MENGIN Françoise, « Une privatisation fictive : le cas des relations avec Taïwan », in Béatrice Hibou (dir.), *La privatisation des États*, Karthala, Paris, 1999, p. 197.

⁶ MENGIN Françoise, « A Functional Relationship: Political Extensions to Europe-Taiwan Economic Ties », *The China Quarterly*, n° 169, 2002, pp. 136-153.

modèle de services qui existe normalement dans les ambassades a été progressivement reproduit, bien qu'à un niveau non officiel »⁷.

À la fin des années 1970, les échanges économiques franco-taiwanais connaissent un premier décollage. Alors que le commerce bilatéral est estimé à 100 millions de dollars américains en 1976, il quintuple en six ans, pour atteindre 500 millions de dollars en 1982⁸. Dans les années 1980, les acteurs économiques et industriels français portent un intérêt croissant au marché taiwanais, tandis que la compétition entre entreprises européennes pour la signature de contrats se fait de plus en plus intense. Ces considérations économiques, couplées aux effets du contexte politique international (le massacre de la place Tian'anmen à Pékin, le 4 juin 1989) et du processus de démocratisation engagé par le régime taiwanais, aboutissent, au tournant des années 1990, à la « normalisation »⁹ des relations non officielles entre Paris et Taipei. La négociation des plus importants contrats étant indissociable d'échanges au plus haut niveau politique, le gouvernement français envoie, pour la première fois depuis la rupture des relations diplomatiques, le ministre de l'Industrie, Roger Fauroux, à Taïwan, en janvier 1991¹⁰. Voyageant à titre privé, le ministre rencontre le président taiwanais, Lee Teng-hui (李登輝), le Premier ministre, Hau Pei-tsun (郝柏村) et plusieurs ministres. Cette visite entraîne d'autres, comme celle, en janvier 1992, du secrétaire d'État au commerce extérieur, Jean-Marie Jeanneney, visant à promouvoir le TGV et l'industrie nucléaire française¹¹.

Surtout, la normalisation des relations franco-taiwanaises débouche, en 1991-1992, sur la signature de deux grands contrats d'armement d'une valeur cumulée de 7 milliards de dollars¹². Le premier contrat, annoncé en septembre 1991, porte sur la vente de six frégates de classe La Fayette. Liant l'entreprise publique Thomson-CSF et les chantiers navals taiwanais, il n'implique pas officiellement les deux gouvernements, et prévoit uniquement la fourniture des coques des navires, sans armement. Resté célèbre pour les commissions et rétrocommissions versées à différents acteurs¹³, le contrat ne suscite alors qu'une opposition modérée de la part de Pékin. À l'inverse, la signature, en novembre 1992, d'un accord sur la vente de soixante avions de chasse Mirage 2000 (pour un montant initial estimé à 3,8 milliards de dollars, soit 22 milliards de francs), provoque une importante crise entre la France et la Chine. Facteur aggravant aux yeux de Pékin, les avions sont en effet vendus avec des missiles MICA, fabriqués par l'entreprise française Matra. Ainsi, réagissant à ce qu'elle considère comme une violation des principes fondant les relations diplomatiques bilatérales, le gouvernement chinois prend diverses mesures de rétorsion et ordonne la fermeture temporaire du consulat de France à Canton¹⁴. Finalement, la crise est résolue par le communiqué conjoint franco-chinois du 12 janvier 1994, dans lequel le gouvernement français « s'engage à ne pas autoriser à l'avenir les entreprises françaises à participer à l'armement de Taïwan » et reconnaît pour la première fois « Taïwan comme une partie intégrante du territoire chinois »¹⁵.

Dans un contexte d'affirmation progressive de la puissance économique chinoise, ces événements portent un coup d'arrêt au processus de normalisation politique des relations entre la France et Taïwan. Ainsi, en juin 1998, le secrétaire d'État au commerce extérieur, Jacques Dondoux, est le dernier membre du gouvernement français à se rendre à Taïwan. La visite vise en partie à promouvoir la candidature d'Eurotrain,

⁷ MENGIN Françoise, « Taiwan's non-official diplomacy », *Diplomacy and Statecraft*, vol. 8, n° 1, 1997, p. 233.

⁸ CABESTAN Jean-Pierre, « France's Taiwan Policy... », *op. cit.*, p. 3.

⁹ *Ibid.*, p. 5.

¹⁰ MENGIN Françoise, « Une privatisation fictive... », *op. cit.*, p. 212.

¹¹ DE GRANDI Michel, « [La France joue la carte du rapprochement économique avec Taïwan](#) », *Les Échos*, 28 janvier 1992.

¹² Sur les deux contrats, voir CABESTAN Jean-Pierre, « France's Taiwan Policy... », *op. cit.*, pp. 5-9.

¹³ RATIGNIER Vanessa, « [Frégates de Taïwan, la corruption Made in France](#) », *France Inter*, 17 juillet 2020.

¹⁴ MENGIN Françoise, « La politique chinoise de la France : du mythe de la relation privilégiée au syndrome de la normalisation », *Critique internationale*, n° 12, 2001, pp. 90-94.

¹⁵ « [Communiqué conjoint franco-chinois sur le rétablissement de relations de coopération entre la France et la Chine](#) », *Vie publique*, 12 janvier 1994.

un consortium entre l'entreprise française Alstom et le groupe allemand Siemens, dans le cadre de l'appel d'offres pour la fourniture de trains à grande vitesse, sans succès¹⁶. Pour autant, malgré l'échec de certaines ambitions industrielles françaises et la fin des visites ministérielles sur l'île, les relations entre les deux pays se stabilisent dès la fin des années 1990. Sur le plan diplomatique, l'institutionnalisation des relations non officielles est assurée par l'Institut français de Taipei et par le Bureau de représentation de Taïwan en France, qui succède à l'ASPECT en 1995. En outre, en décembre 2020, un Bureau annexe ouvre à Aix-en-Provence, fonctionnant *de facto* comme un consulat. Sur le plan politique, les échanges se font essentiellement entre groupes d'amitié parlementaires. En France, le Groupe d'échanges et d'études Sénat-Taïwan est fondé en 1984, tandis que le Groupe d'études à vocation internationale sur les questions liées à l'expansion de l'économie taïwanaise (GEVI Taïwan) est créé à l'Assemblée nationale en 1989. Enfin, sur le plan économique et commercial, les échanges se consolident et se diversifient. En 2010, le commerce franco-taïwanais atteint les 3 milliards d'euros, avant de dépasser pour la première fois les 4 milliards en 2016¹⁷.

Ainsi, la dynamique de renforcement des relations franco-taïwanaises engagée depuis 2019-2020 n'a pas surgi *ex nihilo*. Au contraire, elle s'appuie sur cinq décennies d'institutionnalisation progressive des liens non officiels entre Paris et Taipei. Cet héritage, en particulier celui laissé par la normalisation du début des années 1990, n'est pas négligeable et continue à influencer les relations bilatérales.

2. Les relations politiques et la coopération militaire

Au niveau politique, les relations entre la France et Taïwan connaissent actuellement une triple évolution : (1) un émoussement progressif des barrières imposées par la politique d'une seule Chine aux visites et rencontres ministérielles ; (2) un renforcement de la diplomatie parlementaire franco-taïwanaise ; et (3) la fin de l'invisibilisation de Taïwan dans la diplomatie déclaratoire française.

2.1. Le timide rétablissement d'interactions gouvernementales

En raison de l'opposition de la Chine à toute action susceptible de suggérer une forme de reconnaissance diplomatique de Taïwan, aucun ministre français ne s'est rendu à Taïwan depuis 1998. La position française a été réaffirmée par la ministre des Affaires étrangères Catherine Colonna lors d'une audition au Sénat, en mai 2023¹⁸. Toutefois, des ministres ou vice-ministres taïwanais se rendent souvent en France. Par exemple, en mars 2024, la ministre de l'Économie, Wang Mei-hua (王美花), a conduit une délégation à Paris à l'occasion de la première édition du dialogue économique et commercial de haut niveau entre les deux pays¹⁹. Alors que, jusqu'à récemment, la pratique voulait que les coopérations soient gérées essentiellement au niveau technique par les fonctionnaires des directions ministérielles, ces échanges politiques de haut niveau sont désormais de plus en plus fréquents. Ainsi, en novembre 2022, le ministre taïwanais des Sciences et Technologies, Wu Tsung-tsong (吳政忠), a été reçu par la ministre française de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Sylvie Retailleau, lors de sa visite en France²⁰. Cette évolution, bien que timide en raison des réticences françaises, illustre l'importance accrue accordée à la coopération avec Taïwan, en particulier dans les domaines économique, technologique et scientifique. En effet, ces échanges ministériels ont rendu possible la signature, en novembre 2023, d'une convention franco-taïwanaise de coopération scientifique et technologique dans six domaines clés (les semi-conducteurs et le quantique, la santé, les

¹⁶ L'année suivante, le contrat est remporté par un consortium japonais (voir CABESTAN Jean-Pierre, « France's Taiwan Policy... », *op. cit.*, p. 15).

¹⁷ « EU trade since 1988 by SITC », Eurostat.

¹⁸ « [Comptes rendus de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées](#) », Sénat, 17 mai 2023.

¹⁹ « [Dialogue économique et commercial de haut niveau entre Taïwan et la France](#) », *Taiwan Info*, 29 mars 2024.

²⁰ « [Taiwan et la France signent une Convention de coopération scientifique et technologique](#) », *Taiwan Info*, 4 décembre 2023.

technologies maritimes, la cybersécurité et l'intelligence artificielle, les industries et énergies vertes et la neutralité carbone, et les technologies spatiales).

Toutefois, ces échanges de haut niveau demeurent relativement limités au regard des pratiques adoptées par certains partenaires européens de la France, notamment l'Allemagne. Les échanges de haut niveau entre Berlin et Taipei sont en effet plus fréquents et plus ouvertement assumés, en particulier depuis les élections fédérales de 2021 et l'arrivée au pouvoir du gouvernement dirigé par Olaf Scholz. Surtout, pour la première fois depuis vingt-six ans, la ministre fédérale de l'Éducation et de la Recherche, Bettina Stark-Watzinger, a effectué une visite à Taipei en mars 2023. Lors de son déplacement, cette dernière a pu rencontrer le ministre des Sciences et Technologies, Wu Tsung-tsung, et signer un accord de coopération scientifique et technologique avec Taïwan²¹.

2.2. La diplomatie parlementaire, vecteur principal des relations politiques bilatérales

Si les échanges ministériels demeurent contraints par la politique d'une seule Chine, la diplomatie parlementaire n'est, quant à elle, pas soumise à de telles limites. Possédant une plus grande liberté d'action que l'exécutif, les parlementaires sont les acteurs majeurs du renforcement des relations politiques entre la France et Taïwan depuis 2020, ainsi que de la visibilité croissante de l'île dans le débat politique français. Au Sénat, le groupe d'échanges et d'études, composé de cinquante-huit membres, est présidé par le sénateur (Renaissance) Jean-Baptiste Lemoyne, qui a occupé plusieurs postes ministériels durant le premier mandat d'Emmanuel Macron²². À l'Assemblée nationale, le GEVI Taïwan²³ est présidé par le député (Renaissance) Éric Bothorel, qui a lui-même succédé à l'ancien président de l'Assemblée nationale, François de Rugy, à la fin de l'année 2022. En juin 2022, à la fin de la XV^e législature, le GEVI Taïwan comprenait quatre-vingts membres²⁴ ; à titre de comparaison, le groupe d'amitié parlementaire France-Chine en comptait alors cent-onze.

La pandémie de Covid-19 a suscité une mobilisation inédite de parlementaires français appuyant la demande de participation de Taïwan à l'Assemblée mondiale de la santé (AMS), refusée par la Chine. En mai 2021, ce soutien a débouché sur le vote, au Sénat, d'une résolution en faveur de l'association de Taïwan aux travaux de plusieurs organisations internationales. Adopté à la quasi-unanimité (304 voix pour, 19 abstentions), le texte « *souhaite la poursuite des démarches diplomatiques engagées par la France depuis plusieurs années en faveur de la participation de Taïwan* » à ces travaux, en particulier à l'AMS et à l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI)²⁵. Quelques mois plus tard, en novembre 2021, l'Assemblée nationale adopte à son tour une résolution similaire, elle aussi adoptée à la quasi-unanimité (39 voix pour, 2 contre, 3 abstentions)²⁶.

Après une suspension des visites en 2020 en raison des restrictions sanitaires, les échanges parlementaires reprennent avec dynamisme au cours de l'année 2021. En mars 2021, la révélation d'un projet de visite d'une délégation de sénateurs français à Taïwan suscite l'ire de l'ambassade de Chine, qui se dit alors « *fermement opposée* » à une telle visite « *dans la région de Taïwan* », puisque cette dernière « *violer[ait]*

²¹ « [German minister makes landmark visit to Taiwan](#) », DW, 21 mars 2023.

²² « [Membres du Groupe d'échanges et d'études Sénat-Taïwan](#) », Sénat, consulté le 23 avril 2024.

²³ Institués en 1981, les groupes d'études à vocation internationale (GEVI) fournissent un cadre aux relations parlementaires avec des pays ou territoires qui n'entretiennent pas de liens diplomatiques avec la France et/ou qui ne sont pas membres de l'ONU. Le fonctionnement des GEVI est analogue à celui des groupes d'amitié.

²⁴ « [Groupe d'études à vocation internationale sur les questions liées à l'expansion de l'économie taïwanaise](#) », Assemblée nationale, consulté le 23 avril 2024.

²⁵ « [Résolution en faveur de l'association de Taïwan aux travaux de plusieurs organisations internationales](#) », Sénat, 6 mai 2021.

²⁶ « [Résolution n° 717 en faveur de l'association de Taïwan aux travaux des organisations internationales et des forums de coopération multilatérale](#) », Assemblée nationale, 29 novembre 2021.

manifestement le principe d'une seule Chine et enverr[ait] un signal erroné aux forces indépendantistes de Taïwan »²⁷. Le Quai d'Orsay réagit alors aux accusations chinoises en déclarant que « les parlementaires français décident librement de leurs projets de déplacement et de leurs contacts »²⁸. En dépit des pressions chinoises, une délégation officielle composée de quatre sénateurs se rend bel et bien sur l'île au mois d'octobre 2021. Conduite par le sénateur (Renaissance) Alain Richard, ancien ministre de la Défense et président du groupe d'échanges et d'études Sénat-Taïwan, la délégation rencontre notamment la présidente Tsai Ing-wen (蔡英文) et le ministre des Affaires étrangères, Joseph Wu (吳釗燮). En décembre 2021, ce voyage est suivi de la visite d'une délégation officielle de l'Assemblée nationale, menée par François de Rugy. Quatre autres déplacements sont ensuite organisés entre juin 2022 et avril 2023 (voir le tableau ci-dessous) ; toutefois, la plupart d'entre eux relèvent d'initiatives privées, et ne constituent pas des délégations officielles envoyées par l'Assemblée nationale et le Sénat. Enfin, le président du Yuan législatif, You Si-kun (游錫堃), a effectué une visite en France en juillet 2022, au cours de laquelle il a été reçu à l'Assemblée nationale et au Sénat²⁹.

Particulièrement dense depuis la reprise post-Covid, la diplomatie parlementaire franco-taïwanaise suit une tendance observable à l'échelle européenne. En effet, les résolutions de soutien et les échanges interparlementaires se sont multipliés au cours des trois dernières années, y compris avec des pays européens qui entretenaient jusqu'alors des relations parlementaires limitées avec Taïwan³⁰.

Tableau I : Liste des visites de parlementaires français à Taïwan depuis 2020

Date	Institution	Chef de la délégation	Autres membres
<u>Octobre 2021</u>	Sénat	Alain RICHARD (RE), vice-président du Sénat, président du Groupe d'échanges et d'études Sénat-Taïwan	Max BRISSON (LR), Else JOSEPH (LR), Olivier CADIC (UDI)
<u>Décembre 2021</u>	Assemblée nationale	François DE RUGY (RE), ancien président de l'Assemblée nationale, président du GEVI Taïwan	Frédérique DUMAS (EELV), Jean-Luc REITZER (LR), Jean François MBAYE (RE), Aina KURIC (HOR), Jean-Louis BRICOUT (PS)
Juin 2022	Sénat	Joël GUERRIAU (HOR), vice-président de la commission des Affaires étrangères	Vincent EBLÉ (PS), Sylvie GOY-CHAVENT (LR), Dany WATTEBLÉ (UDI), Ludovic HAYE (RE)
Septembre 2022	Sénat	Cyril PELLEVAL (LR), vice-président de la commission des Affaires européennes	Olivier CADIC (UDI), Alain MARC (PR), Pierre-Antoine LEVI (LC), Brigitte DEVESA (UDI)
Avril 2023	Assemblée nationale	Éric BOTHOREL (RE), président du GEVI Taïwan	Mireille CLAPOT (EC), Michel HERBILLON (LR), Constance LE GRIP (RE)
<u>Avril 2023</u>	Sénat	Alain RICHARD (RE), vice-président du Sénat, président du Groupe d'échanges et d'études Sénat-Taïwan	Alexandra BORCHIO-FONTIMP (LR), Valérie BOYER (LR), Brigitte DEVESA (UDI)

Les dates soulignées indiquent les visites de délégations officielles, envoyées par l'Assemblée nationale ou le Sénat. Les autres visites relèvent d'initiatives privées. Abréviations des partis politiques : Renaissance (RE), Les Républicains (LR), Union des démocrates et indépendants (UDI), Horizons (HOR), Parti socialiste (PS), En commun (EC), Europe Écologie Les Verts (EELV). **Source** : données compilées par l'auteur.

²⁷ « [Déclaration du porte-parole de l'Ambassade de Chine en France sur le tapage de certains médias français autour d'une lettre adressée par l'Ambassadeur Lu Shaye au Président du Groupe d'échanges et d'études Sénat-Taïwan](#) », Ambassade de Chine en France, 16 mars 2021.

²⁸ « [Chine - Q&R - Extrait du point de presse](#) », Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 17 mars 2021.

²⁹ « [Communiqué du groupe d'échanges et d'études Sénat – Taïwan](#) », Sénat, 26 juillet 2022.

³⁰ Voir COUVREUR Quentin, « [La politisation des relations entre Taïwan et l'Europe depuis 2020](#) », Programme Taïwan sur la sécurité et la diplomatie, Fondation pour la recherche stratégique, 4 octobre 2022, pp. 8-9.

2.3. La fin d'un tabou : l'affirmation de la diplomatie déclaratoire française

Depuis 2020, la multiplication des références à Taïwan – auparavant pratiquement inexistantes – dans la communication gouvernementale et diplomatique démontre l'importance de l'île pour la stratégie française dans la région. Mis à jour en février 2022, le document détaillant la stratégie de la France dans l'Indopacifique présente désormais Taïwan comme l'un des « partenaires clés dans les chaînes de valeur mondiales » pour l'Union européenne. Cette nouvelle version du texte mentionne également les « tensions dans le détroit de Taïwan » comme l'une des « évolutions stratégiques » qui « modifient les équilibres régionaux et rendent l'équation stratégique plus complexe »³¹. En outre, alors que la Stratégie de défense française en Indopacifique, publiée en 2019, liste la « stabilité des environnements régionaux » parmi les « principaux intérêts de sécurité » de la France dans la région³², des frégates de la Marine nationale naviguent régulièrement à travers le détroit de Taïwan afin d'y préserver la liberté de navigation³³. Dans ce contexte, Paris affirme de plus en plus ouvertement son attachement au maintien de la stabilité dans la zone. En effet, en août 2021, dans une déclaration conjointe publiée à l'issue de consultations ministérielles en format 2+2, les ministres des Affaires étrangères et des Armées ont souligné, avec leurs homologues australiens, « combien la paix et la stabilité dans le détroit de Taïwan étaient essentielles » et ont encouragé « le règlement pacifique des difficultés entre les deux rives du détroit »³⁴. Cette première déclaration a été saluée par la diplomatie taïwanaise, qui s'est félicitée de l'engagement conjoint des « principales démocraties », dont la France, « à maintenir la paix et la stabilité dans le détroit de Taïwan »³⁵. Depuis, des messages du même ordre ont été formulés à plusieurs reprises, comme par exemple dans la déclaration conjointe publiée à l'occasion des consultations en format 2+2 entre la France et le Japon, en janvier 2022³⁶. Depuis juin 2021, la situation dans le détroit de Taïwan a également été évoquée dans des communiqués conjoints des dirigeants du G7. Ainsi, le communiqué de la réunion des ministres des Affaires étrangères du G7 du 18 avril 2023 réaffirme « l'importance de la paix et de la stabilité dans le détroit de Taïwan, en tant qu'éléments indispensables à la sécurité et à la prospérité de la communauté internationale »³⁷.

Néanmoins, en avril 2023, les propos tenus par le président français Emmanuel Macron dans l'avion qui le ramenait de son déplacement en Chine sont venus brouiller la clarté de ce message, au risque de susciter des « doutes inutiles » chez les partenaires de la France³⁸. En effet, dans un entretien avec plusieurs médias, le président a déclaré que les Européens ne devraient pas « être suivistes sur ce sujet » et ne devraient pas « s'adapter au rythme américain et à une surréaction chinoise »³⁹. Face à la polémique⁴⁰, Emmanuel Macron a été contraint de clarifier ses propos lors d'un déplacement aux Pays-Bas organisé quelques jours plus tard. À l'occasion d'une conférence de presse avec le chef du gouvernement hollandais, il a souligné que la France était « pour le statu quo à Taïwan » et « souten[ait] la politique d'une seule Chine et la recherche d'un règlement

³¹ « [La stratégie de la France dans l'Indopacifique](#) », Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, février 2022.

³² « [La stratégie de défense française en Indopacifique](#) », Ministère des Armées, mai 2019.

³³ LAGNEAU Laurent, « [Une frégate française a navigué dans le détroit de Taïwan lors d'exercices militaires chinois](#) », *Opex360*, 13 avril 2023.

³⁴ « [Premières consultations ministérielles France-Australie en format 2+2 : déclaration conjointe](#) », Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 30 août 2021.

³⁵ « [Taïwan salue la déclaration commune Franco-Australienne évoquant le détroit de Taïwan](#) », Radio Taiwan International, 1^{er} septembre 2021.

³⁶ « [6e communiqué conjoint des ministres des Affaires étrangères et de la Défense de la République française et du Japon](#) », Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 20 janvier 2022.

³⁷ « [Communiqué de la réunion des ministres des Affaires étrangères du G7](#) », Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 18 avril 2023.

³⁸ SELLIER Camille, « [Taïwan : les propos d'Emmanuel Macron créent 'des doutes inutiles chez nos partenaires'](#) », *Le Journal du Dimanche*, 11 avril 2023.

³⁹ JANDERLINI Jamil, CAULCUTT Clea, « [Macron incite les Européens à ne pas se penser en 'suiveurs' des Etats-Unis](#) », *Politico*, 9 avril 2023.

⁴⁰ ANDRÉ Jérémy, « [Malaise après les déclarations d'Emmanuel Macron sur Taïwan](#) », *Le Point*, 10 avril 2024.

pacifique»⁴¹. La « clarté » et la « constance » de la position française ont également été rappelées par le porte-parole du gouvernement, Olivier Véran, lors d'une séance de questions au gouvernement au Sénat⁴². Dès lors, si les déclarations initiales du président français ont pu créer une certaine confusion, elles ne remettent pas fondamentalement en cause la stratégie de la France dans la région. Le ministère taiwanais des Affaires étrangères a ainsi salué la position française et a annoncé vouloir continuer à « travailler avec la France et d'autres partenaires internationaux partageant les mêmes idées pour continuer à maintenir la paix et la stabilité dans la région indopacifique »⁴³.

Au-delà de la question de la stabilité dans le détroit, l'évolution de la diplomatie déclaratoire française marque la levée progressive du tabou qui empêchait jusqu'à récemment toute communication claire au sujet de Taïwan. Une comparaison des déclarations publiées par le ministère des Affaires étrangères à l'occasion des élections taiwanaises de 2020 et 2024 illustre ce changement. En janvier 2020, la diplomatie française avait « présenté ses félicitations à tous les élus » et déclaré que les élections avaient « démontré l'attachement des Taïwanais à la démocratie locale »⁴⁴, le qualificatif étant censé indiquer que la France ne considère pas Taïwan comme un État. À l'inverse, la déclaration de janvier 2024 ne mentionne plus la « démocratie locale » et rappelle que « Taïwan est un partenaire important de l'Europe et de la France »⁴⁵. Le texte français est très proche du communiqué allemand, qui ne félicite pas non plus nommément le président élu⁴⁶. De même, les déclarations de soutien à la participation de l'île à certaines organisations internationales sont plus appuyées depuis la pandémie de Covid-19. Ainsi, en mai 2023, lors de la 76e Assemblée mondiale de la santé, le ministre de la Santé, François Braun, a pour la première fois ouvertement évoqué Taïwan dans son discours, et tenu « à rappeler que la France est favorable à la participation de Taïwan aux travaux de cette Assemblée »⁴⁷.

2.4. Une coopération militaire discrète mais bien réelle

Si les échanges politiques entre la France et Taïwan sont de plus en plus ouvertement assumés, la coopération militaire entre les deux pays demeure, quant à elle, très limitée. En effet, selon les termes du communiqué conjoint franco-chinois signé en janvier 1994 pour clore la crise ouverte par la vente des Mirage 2000 à Taïwan, le gouvernement français s'est engagé « à ne pas autoriser à l'avenir les entreprises françaises à participer à l'armement de Taïwan »⁴⁸. Pour autant, au fil des années, Paris a accepté la vente occasionnelle de matériel militaire à Taipei afin de moderniser les équipements des frégates La Fayette et des avions Mirage 2000 vendus au début des années 1990. Ainsi, en 2020, l'entreprise Défense conseil international (DCI), dont l'État français est actionnaire majoritaire, a signé un contrat d'une valeur de 24 millions d'euros pour le remplacement des systèmes de lance-leurres DAGAIE des six frégates La Fayette de la marine taiwanaise. La vente a suscité l'opposition de Pékin, qui a exhorté – sans succès – la France « à annuler son projet de vente

⁴¹ « Emmanuel Macron assume ses propos sur Taïwan et sa position vis-à-vis des États-Unis : 'Être allié ne signifie pas être vassal' », *Le Monde*, 12 avril 2023.

⁴² « Taïwan – Propos du Président de la République et du porte-parole du gouvernement », Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 13 avril 2023.

⁴³ « Les Affaires étrangères saluent les propos du président Macron en faveur du statu quo dans le détroit de Taïwan », *Taiwan Info*, 14 avril 2023.

⁴⁴ « Taïwan – Élections », Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 11 janvier 2020.

⁴⁵ « Taïwan – Élections », Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 14 janvier 2024.

⁴⁶ « Statement by the Federal Foreign Office on the elections in Taiwan on 13 January 2024 », Federal Foreign Office, 14 janvier 2021.

⁴⁷ « Déclaration de M. François Braun, ministre de la santé et de la prévention, lors de l'assemblée mondiale de la Santé et la commémoration du 75ème anniversaire de l'OMS », *Vie publique*, 26 mai 2023. Sur la position de la France et de l'UE au sujet de la participation de Taïwan aux organisations internationales, voir COUVREUR Quentin, « Un espace international réduit : Taïwan et les conséquences de la résolution 2758 », Programme Taïwan sur la sécurité et la diplomatie, Fondation pour la recherche stratégique, 15 décembre 2023, pp. 14-15.

⁴⁸ « Communiqué conjoint franco-chinois sur le rétablissement de relations de coopération entre la France et la Chine », *Vie publique*, 12 janvier 1994.

d'armes à Taiwan, afin d'éviter de nuire aux relations sino-françaises »⁴⁹. De plus, en février 2024, le ministère taiwanais de la Défense a annoncé la signature d'un nouveau contrat avec le groupe DCI (pour un montant estimé à 74 millions d'euros), portant cette fois sur la mise à niveau du système de direction de combat et de certains équipements électroniques des navires⁵⁰. De plus, plusieurs contrats ont récemment été signés pour la maintenance et la modernisation des Mirage 2000-5 de l'armée de l'Air taiwanaise, dont le gouvernement souhaite prolonger la durée de vie. En janvier 2024, deux accords ont ainsi été conclus. Le premier contrat, d'une valeur de 300 millions d'euros, a été attribué à la société Safran Aircraft Engines et porte sur la fourniture de pièces détachées de moteurs M53, qui équipent les Mirage. Le second contrat, d'un montant plus modeste (11 millions d'euros environ), a quant à lui été attribué à MBDA, et concerne la fourniture de pièces et de composants de missiles air-air MICA et R550 Magic⁵¹.

La coopération militaire avec Taïwan ne se limite toutefois pas à la vente de matériel militaire puisqu'elle comprend également un volet de formation et d'entraînement. En septembre 2023, le groupe DCI a en effet débuté un cursus de formation à la guerre électronique aérienne à Taïwan, dont le but serait d'aborder les « enjeux de la guerre électronique auxquels les forces aériennes taiwanaises pourraient bientôt faire face dans le détroit qui sépare l'île de la Chine continentale »⁵². En outre, selon des informations publiées par l'agence de presse taiwanaise CNA, un « échange tactique France-Taïwan » (台法戰術交流) a eu lieu en octobre 2023, sur la base aérienne de Chiashan, à l'est de l'île. Cet exercice de simulation, qui se tiendrait annuellement, est organisé avec des pilotes français de Mirage 2000 « actifs ou retraités »⁵³. Néanmoins, ces entraînements tactiques n'impliquent pas directement l'armée de l'Air française, mais plutôt une entreprise de sécurité privée⁵⁴. Enfin, comme le démontrent les offres de recrutement disponibles sur son site internet, le groupe DCI emploie des pilotes français de Mirage 2000 pour former les pilotes de l'armée de l'Air taiwanaise, à la fois sur simulateur, au sol et en vol⁵⁵.

3. Les relations économiques et commerciales

Dans le domaine économique, les relations franco-taiwanaises sont de plus en plus développées. Alors que le commerce bilatéral a fortement augmenté depuis 2020 (1), la France maintient une présence économique importante sur l'île (2), et cherche désormais à attirer les investisseurs taiwanais dans l'Hexagone (3).

3.1. Des relations commerciales en croissance mais déséquilibrées

En avril 2023, lors du Congrès annuel des chambres de commerce taiwanaises, organisé à Paris, le ministre délégué chargé de l'Industrie, Roland Lescure, s'est félicité des « très bonnes relations commerciales » entre la France et Taïwan⁵⁶. En effet, en 2023, selon les données de la Direction générale des douanes, le commerce de biens franco-taiwanais s'élevait à 7,7 milliards d'euros (voir figure ci-dessous), en baisse de 5 % par rapport à l'année précédente (8,2 milliards d'euros), mais en hausse de 67 % par rapport à 2020 (4,6

⁴⁹ LAGNEAU Laurent, « [Vente de matériel militaire à Taiwan : La France rejette la mise en garde de la Chine](#) », *Opex360*, 13 mai 2020.

⁵⁰ GROIZELEAU Vincent, « [La France va contribuer à moderniser les La Fayette taiwanaises](#) », *Mer et Marine*, 22 février 2024.

⁵¹ LAGNEAU Laurent, « [Taïwan va investir au moins 300 millions d'euros pour maintenir à niveau sa flotte de Mirage 2000](#) », *Opex360*, 7 janvier 2024.

⁵² « [Taïwan apprend la guerre électronique 'made in France'](#) », *Intelligence Online*, 29 septembre 2023.

⁵³ YOU Kaixiang (游凱翔), « [Début de l'échange tactique sur le Mirage dans l'espace aérien oriental – Des pilotes taiwanais et français font équipe](#) » (幻象戰術交流東部空域登場 台法飛官共組隊伍), *CNA (中央社)*, 22 octobre 2023.

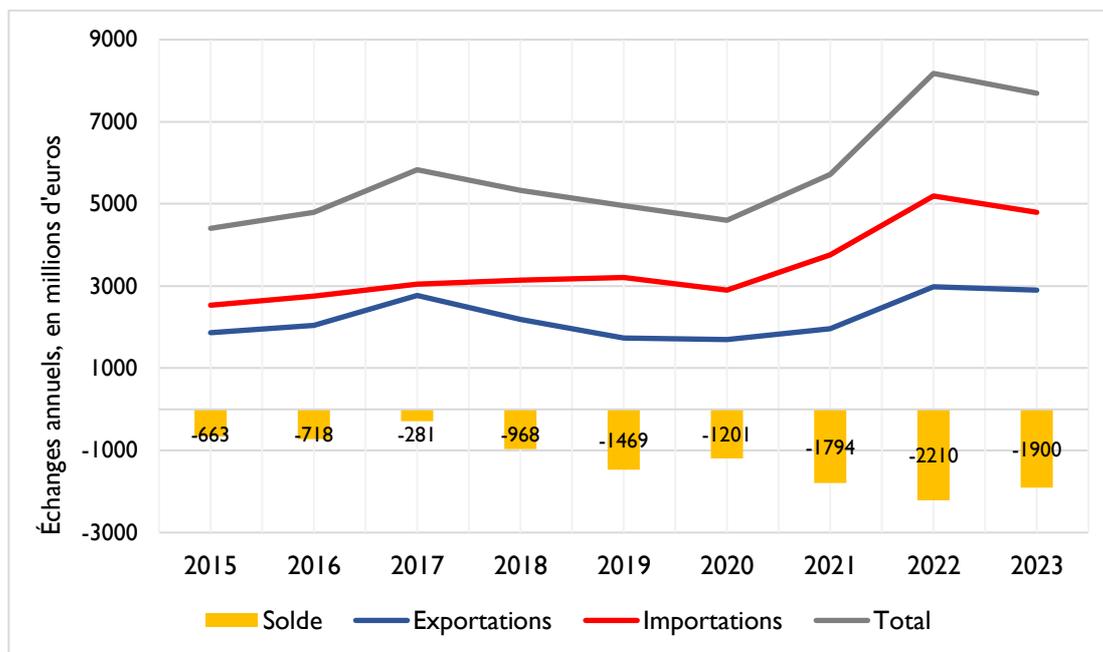
⁵⁴ LAGNEAU Laurent, « [La France participe à l'entraînement tactique des pilotes taiwanais de Mirage 2000-5](#) », *Opex360*, 23 octobre 2023.

⁵⁵ « [Instructeur Pilote Mirage 2000 H/F](#) » et « [Instructeur Simulateur Mirage 2000 H/F](#) », *Défense Conseil International*, consulté le 24 avril 2024.

⁵⁶ « [La politique française à l'égard de Taïwan 'n'a pas changé'](#) », *La Tribune*, 15 avril 2023.

milliards d'euros). Ainsi, en 2021, la France était le 24^e partenaire commercial de Taïwan au niveau mondial, tandis que l'île se classait au 36^e rang des partenaires de la France en 2018⁵⁷. Pour autant, les relations demeurent assez déséquilibrées, les importations françaises depuis Taïwan étant largement supérieures aux exportations à destination de l'île. En 2022, le déficit commercial bilatéral de la France a atteint le montant record de 2,2 milliards d'euros, avant de se réduire en 2023 (1,9 milliard), essentiellement en raison d'une diminution des importations de 7,5 %.

Figure I : Échanges de biens entre la France et Taïwan, 2015-2023



Source : Direction générale des douanes et droits indirects

En 2020, avec 1,7 milliard d'euros de biens exportés, la France était le 3^e plus important fournisseur européen de Taïwan, derrière l'Allemagne et les Pays-Bas⁵⁸. Selon les données de la Direction générale des douanes⁵⁹, pour la période de mars 2023 à février 2024, les exportations françaises à destination de Taïwan sont dominées par les composants et cartes électroniques (21,7 % du total), et de produits destinés à la construction aéronautique et spatiale (13,6 %). L'aéronautique est l'un des moteurs traditionnels des exportations françaises, Airbus ayant signé plusieurs contrats avec des compagnies aériennes taïwanaises. Par exemple, en janvier 2024, la compagnie EVA Air a annoncé avoir commandé à l'avionneur européen 18 A350-1000 et 15 A321neo (soit 33 appareils au total), pour un montant de 9,5 milliards d'euros⁶⁰. Hors électronique et aéronautique, les exportations françaises se composent essentiellement de produits pharmaceutiques (6,5 %), de cuir, bagages et chaussures (5,9 %), ainsi que de produits chimiques (5,9 %). À l'inverse, les exportations taïwanaises vers la France sont, sans surprise, dominées par les composants électroniques (32 %), les ordinateurs et équipements périphériques (10 %), ainsi que les téléphones et autres équipements de communication (8,7 %). Ces trois types de produits représentent à eux seuls plus de 50 % des importations françaises, pour un montant total de 2,4 milliards d'euros. Au-delà du secteur de l'électronique, l'île exporte

⁵⁷ « [Fiche Repères économiques Pays – Taïwan](#) », Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, mars 2019.

⁵⁸ « [Fiche pays : Taïwan](#) », CCI France Taïwan, avril 2021.

⁵⁹ « [Données pays selon la nomenclature agrégée : Taïwan](#) », Direction générale des douanes et droits indirects, consulté le 24 avril 2024.

⁶⁰ « [Nouvelle grosse commande pour Airbus de la part de la compagnie taïwanaise Eva Air](#) », *La Tribune*, 9 janvier 2024.

également des outils et de la quincaillerie (7,7 %), ou encore des cycles et motocycles (6,6 %), essentiellement grâce aux constructeurs de scooters SYM et Kymco, et aux fabricants de vélos Giant et Merida.

3.2. Une importante présence économique française à Taiwan

Avec un stock d'investissements s'élevant à 1,15 milliard d'euros en 2022 (voir figure ci-dessous), la France est le 15^e investisseur étranger à Taiwan. En 2021, elle était le 5^e plus gros investisseur parmi les États membres de l'Union européenne (2,6 % du total européen), derrière les Pays-Bas (72,9 %), l'Allemagne (8,8 %), le Danemark (6,5 %) et le Luxembourg (6,2 %) ⁶¹. D'après les données du service économique du Bureau français de Taipei, près de 200 entreprises françaises sont implantées à Taiwan, dont plus de la moitié sont des petites et moyennes entreprises, tandis que 32 sont des sociétés du CAC 40 ⁶².

Hors secteur financier (plusieurs groupes bancaires français, comme BNP Paribas ou le Crédit Agricole, étant implantés à Taiwan) et secteur aéronautique, les entreprises françaises installées sur l'île génèrent un chiffre d'affaires annuel de 10 milliards d'euros ⁶³. Dans le secteur de la grande distribution, l'enseigne de sport et de loisirs Décathlon possède plusieurs magasins à Taiwan. En revanche, le groupe Auchan a annoncé son retrait du marché taiwanais en octobre 2021, et a cédé ses parts à une entreprise locale ⁶⁴, avant que Carrefour ne lui emboîte le pas en juin 2023. Si les difficultés financières ont eu raison de l'expansion asiatique de certains groupes français de la grande distribution, plusieurs entreprises de l'industrie pharmaceutique (Sanofi, Servier, Pierre Fabre) ou encore de l'industrie des matériaux avancés (Air Liquide) sont aujourd'hui bien implantées à Taiwan. En outre, dans le domaine des transports, Alstom est présent sur le marché taiwanais depuis une quarantaine d'années. Après avoir échoué sur le dossier du train à grande vitesse à la fin des années 1990, l'entreprise française a remporté un premier projet de tramway à Kaohsiung en 2017, avant d'être sélectionnée pour livrer un système de métro intégré pour la ligne 7 du métro de Taipei en 2020, puis de remporter l'appel d'offres pour la fourniture d'un autre système de métro pour la ligne circulaire du métro de Taipei, en septembre 2021 ⁶⁵. Enfin, en dehors de ces grands groupes, la présence économique française sur l'île bénéficie du dynamisme de la French Tech Taiwan (FTT), dont l'annuaire liste 22 startups ⁶⁶.

3.3. Au-delà de ProLogium, de modestes investissements taiwanais dans l'Hexagone

Si la présence économique française à Taiwan est relativement importante, la France n'occupe pas nécessairement une place centrale dans les stratégies internationales des entreprises taiwanaises. Selon la Chambre de commerce et d'industrie France Taiwan (CCIFT), une quarantaine d'entreprises taiwanaises sont installées en France et emploient 1 600 salariés ⁶⁷. Entre 2017 et 2022, d'après les données de la Banque de France, le stock d'investissements taiwanais dans l'Hexagone est resté stable, s'élevant à 280 millions d'euros environ ⁶⁸. Ainsi, en 2022, la France ne figurait pas parmi les principales destinations des investissements taiwanais dans l'Union européenne, cette dernière n'accueillant elle-même que 2 % des investissements taiwanais dans le monde. Au sein de l'UE, la France détient environ 2 % du stock d'investissements de Taiwan,

⁶¹ « [2022 EU-Taiwan relations](#) », European Economic and Trade Office, 19 décembre 2022.

⁶² « [Taiwan, terre d'opportunités pour les entreprises françaises](#) », Bureau français de Taipei, 30 mai 2022.

⁶³ *Ibid.*

⁶⁴ « [Cession au groupe taiwanais PX-Mart des activités d'Auchan Retail Taiwan exercées sous la marque RT Mart](#) », Auchan Retail, 22 octobre 2021.

⁶⁵ « [Un consortium mené par Alstom livrera un système intégré innovant destiné à la ligne de métro automatisée de Taipei](#) », Alstom, 30 septembre 2021.

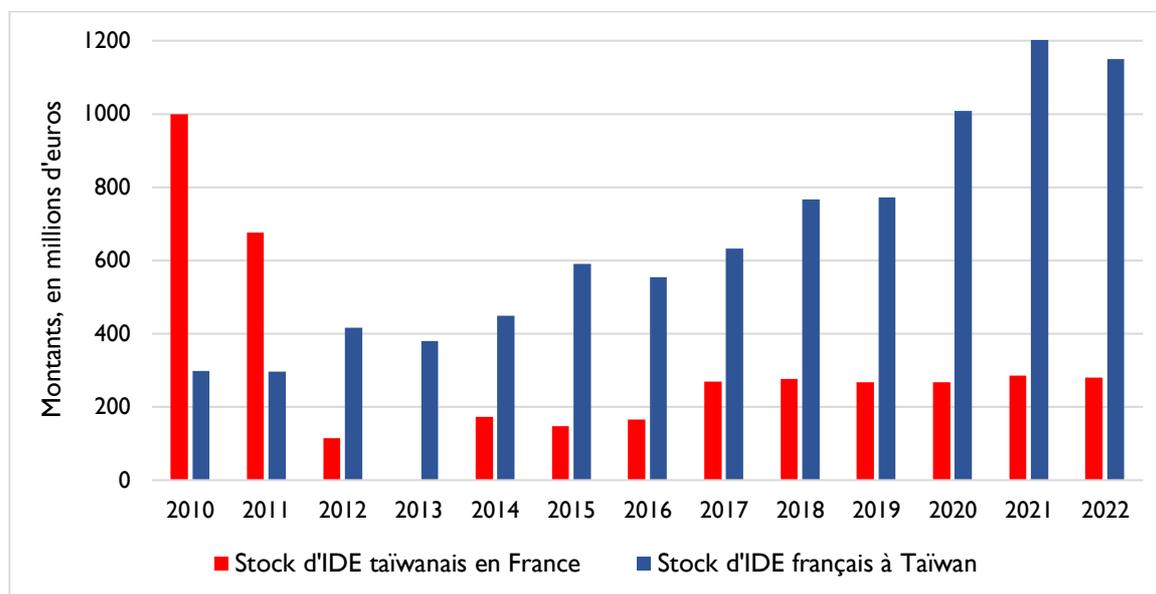
⁶⁶ « [Annuaire des startups de French Tech Taiwan](#) », Les Pépites Tech, consulté le 24 avril 2024.

⁶⁷ « [Fiche pays : Taiwan](#) », CCI France Taiwan, avril 2021.

⁶⁸ « [Focus : Les investissements directs](#) », Banque de France, consulté le 24 avril 2024.

loin derrière les Pays-Bas (49,9 %), la Hongrie (16 %), ou encore l'Allemagne (9,4 %), le Luxembourg (8 %), et l'Italie (5 %) ⁶⁹.

Figure 2 : Stocks d'investissements directs à l'étranger (IDE), 2010-2022



Note : le montant du stock d'IDE taiwanais en France n'est pas disponible pour l'année 2013.

Source : Banque de France

Néanmoins, ce constat sur la modestie des investissements taiwanais en France est désormais à nuancer. En effet, le 12 mai 2023, l'entreprise taiwanaise ProLogium, pionnière dans la fabrication de batteries solides, a annoncé son intention d'investir la somme de 5,2 milliards d'euros dans la création d'une gigafactory et d'un centre de recherche et développement à Dunkerque⁷⁰. La société, qui va recevoir une subvention de 1,5 milliard d'euros de l'État français, prévoit de commencer la construction de l'usine au second semestre 2024, et de démarrer la production de batteries avant la fin de l'année 2026. Le gouvernement français a déployé d'importants efforts pour convaincre les dirigeants de ProLogium de choisir la France au détriment d'autres pays européens et des États-Unis : le PDG de l'entreprise, Vincent Yang (楊思柘), a notamment été invité au sommet *Choose France* en 2022, avant d'être reçu personnellement par le chef de l'État, Emmanuel Macron⁷¹. Avec l'implantation de ProLogium à Dunkerque, le gouvernement français espère la création de 3 000 emplois directs et de 12 000 emplois indirects, à l'horizon 2030.

Conclusion

Après deux décennies de relative stabilité, les relations franco-taiwanaises connaissent un nouvel élan depuis quelques années. Sur le plan politique, le renforcement des échanges se traduit par la hausse de la fréquence des interactions de haut niveau (entre ministres, par exemple), par une diplomatie parlementaire dynamique et par une diplomatie déclaratoire française plus affirmée, en particulier sur la question du détroit de Taïwan. Néanmoins, le gouvernement français demeure réticent à assouplir sa politique d'une seule Chine au risque de froisser Pékin. Par conséquent, de réelles limites subsistent, comme en témoignent l'absence de visite ministérielle française à Taïwan ou encore les incohérences occasionnelles dans la communication de

⁶⁹ « [2023 EU-Taiwan relations](#) », European Economic and Trade Office, 14 novembre 2023.

⁷⁰ « [ProLogium annonce la construction d'une gigafactory à Dunkerque pour 5,2 milliards d'euros et accueillera le président de la République Emmanuel Macron](#) », ProLogium, 12 mai 2023.

⁷¹ FEITZ Anne, « [L'incroyable opération séduction de la France pour attirer le taiwanais ProLogium](#) », *Les Échos*, 12 mai 2023.

l'exécutif. Dans le domaine économique, la croissance des échanges commerciaux démontre également la vitalité des relations bilatérales, malgré un déséquilibre toujours plus prononcé en faveur de Taipei. Cependant, bien que la présence économique française à Taïwan soit loin d'être négligeable, la relative faiblesse des investissements – en particulier en comparaison avec d'autres États européens – souligne là aussi que des progrès restent sans doute à faire. Pour autant, l'énorme investissement annoncé par ProLogium en mai 2023 atteste l'attractivité de la France pour certains secteurs de l'industrie taïwanaise.

Si la présente note de recherche se limite aux relations politiques et économiques, il est important de rappeler que les échanges bilatéraux sont de plus en plus diversifiés, et se prolongent bien au-delà de ces deux sphères. Ainsi, la coopération est fructueuse dans le domaine de l'enseignement supérieur, comme le montrent les 875 accords de coopération universitaire signés entre des universités françaises et taïwanaises. Selon les données du ministère taïwanais de l'Éducation, plus de 1 700 étudiants français suivent actuellement un cursus à Taïwan, tandis que 350 étudiants taïwanais étudient dans l'Hexagone⁷². De même, la signature d'une convention de coopération scientifique et technologique en novembre 2023 souligne l'importance des échanges franco-taïwanais dans ce domaine, également illustrée par le renouvellement du mémorandum de coopération liant le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et le ministère taïwanais des Sciences et Technologies⁷³.

Enfin, le renforcement des relations bilatérales s'inscrit dans un contexte plus large d'évolution des rapports entre l'Union européenne et Taïwan. En effet, la Commission européenne décrit désormais Taïwan comme un « *partenaire aux vues similaires* »⁷⁴, avec lequel Bruxelles aurait un « *intérêt à renforcer [ses] relations et [sa] coopération* »⁷⁵. Cette dynamique se retrouve également au niveau des États membres, bien que d'importantes différences existent entre eux⁷⁶. Parmi les voisins de la France, l'Allemagne se distingue comme le principal partenaire de Taïwan dans l'UE, en particulier dans le domaine économique, la coopération entre les deux pays étant favorisée par des interactions politiques aujourd'hui plus assumées qu'en France. En revanche, la vente des frégates et des Mirage 2000 dans les années 1990 octroie à la France un rôle stratégique – même limité – dans la stratégie de défense taïwanaise, que n'a pas l'Allemagne.

Dès lors, si le renforcement des relations bilatérales franco-taïwanaises apparaît comme indéniable, de réelles marges d'amélioration subsistent. À l'heure où la France cherche à affirmer son rôle dans l'espace Indopacifique, l'approfondissement des coopérations avec Taïwan lui permettrait de démontrer sa capacité à agir comme une « *puissance d'initiatives et de solutions* »⁷⁷ pour la région.

⁷² « [Enseignement supérieur : Taiwan et la France approfondissent leur coopération](#) », *Taiwan Info*, 12 mars 2024.

⁷³ « [Taiwan et la France renforcent leur coopération scientifique](#) », *Taiwan Info*, 20 septembre 2023.

⁷⁴ « [Action européenne sur les semi-conducteurs](#) », Commission européenne, 8 février 2022, p. 25.

⁷⁵ « [EU-Taiwan political relations and cooperation: Speech on behalf of High Representative/Vice-President Josep Borrell at the EP plenary](#) », European Union External Action Service, 19 octobre 2021.

⁷⁶ Sur ce sujet, voir COUVREUR Quentin, « [La politisation des relations entre Taïwan et l'Europe depuis 2020](#) », *op. cit.*

⁷⁷ BONDZAZ Antoine, « [Reconceptualiser la politique étrangère et de sécurité française en Indo-Pacifique](#) », *Notes de la FRIS*, Fondation pour la recherche stratégique, n° 16/23, 7 juillet 2023.

FRS PROGRAMME TAIÛWAN
SUR LA SÉCURITÉ ET LA DIPLOMATIE

FONDATION
pour la RECHERCHE
STRATÉGIQUE